

THE IPCC SPECIAL REPORT ON MANAGING THE RISKS OF EXTREME EVENTS AND DISASTERS TO ADVANCE CLIMATE CHANGE ADAPTATION (SREX)

Africa Regional Outreach Meeting
18-19 June 2012, Pullman Hotel, Dakar, Sénégal

Notes générales

Sur la forme, la première journée de l'atelier « Gérer les risques des extrêmes climatiques et des catastrophes en Afrique » a enregistré 14 présentations organisées en 3 panels: une discussion autour des principaux résultats du rapport SREX; un forum sur les politiques et pratiques et un retour sur les éléments techniques du rapport (le panel scientifique). Ces exposés, toujours suivis d'une période de questions-réponses, ont été ponctués par une activité récréative très appréciée et par deux conférences de presse.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a pour objectif premier la fourniture d'avis et recommandations scientifiques. A charge par la suite aux décideurs de s'organiser au niveau national pour l'application et la prise en charge de ses recommandations.

Dans le cadre de la présentation du rapport SREX qui a fait l'objet de cette rencontre, le GIEC apporte un éclairage sur les nouvelles relations et complémentarités qui devraient exister entre les événements climatiques et actions humaines et ce, dans la perspective d'une meilleure gestion des impacts des événements climatiques et, également, pour favoriser le rapprochement de ces deux expertises qui ont jusqu'ici travaillé l'une loin de l'autre... spécialement dans un contexte où les crises à répétition et les défis classiques en matière de développement viennent exacerber la vulnérabilité des populations comme c'est le cas en Afrique.

Parce que selon le SREX il doit exister un lien entre gestion des catastrophes naturelles et gestion du changement climatique, le rapport a établi 3 critères pouvant définir cette zone de risques. Il s'agit de:

- la nature des aléas en présence
- l'exposition
- la vulnérabilité

Le risque se définit comme étant l'interaction entre ces 3 constituants.

Discussion sur les principaux résultats

Les chapitres 1 & 2 reviennent sur les principaux concepts, définitions et déterminants du risque. Le chapitre 3 introduit un autre concept pertinent celui de valeur de confiance qui se présente comme un indice de « certitude » même si les auteurs nous rappellent que même avec un indice de confiance élevé, un changement est toujours possible. Les appréciations globales peuvent ne pas avoir de significations locales, d'où l'importance de faire des évaluations à une échelle la plus détaillée pour bien tenir compte du fait que d'une zone à l'autre, d'un pays à l'autre, des écarts sont envisageables et il s'agit là d'une tendance à surveiller.

Pourtant, dans le chapitre 4 qui s'intéresse aux impacts des risques climatiques, une certaine interdépendance entre événements extrêmes et non extrêmes est mise en exergue sachant que toutes incidences climatiques survenues sur un continent, une zone, un pays donné peut avoir des répercussions ailleurs. Un autre résultat intéressant de ce chapitre est assurément celui de souligner que pour rendre le développement durable effectif, il est important que les biens et infrastructures développés dans le cadre de programmes classiques de développement soient protégés, en vue de réduire la vulnérabilité des pays.

Cette recommandation scientifique est reprise dans les chapitres 5 à 9 qui soulignent l'importance d'adopter une démarche plus inclusive de la part des décideurs dans la perspective de réduire les risques et de protéger autant les populations que les infrastructures.

Forum sur les politiques et pratiques

Les présentateurs du forum des pratiques ont par ailleurs confirmé la pertinence de ces conclusions sur le terrain qui ont été soulignées notamment à travers la présentation:

- du « Regional Institute for Population Studies » (RIPS) au Ghana sur l'utilisation d'approches multisectorielles et la constitution d'une masse critique de jeunes chercheurs communiquant à même d'aider les décideurs à traduire les résultats de leur recherche en actions;
- de la présentation sur la ville de Saint-louis du Sénégal qui est non seulement sujette aux aléas climatiques mais fait également l'objet d'une exposition élevée - compte tenu du fait qu'elle est constituée d'un amas d'ilots - et se révèle vulnérable autant pour la désuétude de ses infrastructures que pour la tendance qu'ont ses habitants à chercher eux-mêmes des solutions résultant souvent en « mal adaptation ». L'exemple de la création d'une brèche de 2m qui est aujourd'hui un corridor maritime a été soulevé;
- introduisant le concept de « challenges climatiques », le représentant de la Météo confirme que les événements climatiques extrêmes provenant d'autres parties du globe

ont un même impact sur la variabilité climatique à l'échelle continentale et entraînent des phénomènes climatiques exceptionnels.

D'autres présentations ont par ailleurs tenu à souligner le fait que:

- 1- la question de l'échelle du temps (ou des temps) politique vs. social vs. environnemental était à prendre davantage en considération pour une synergie d'action et une compréhension communes des enjeux en terme d'actions;
- 2- l'introduction de nouvelles méthodes de travail intégrant davantage le risque lié à l'incertitude mais surtout le besoin d'agir, d'harmoniser les actions et d'être plus intégrateur de solutions « sans regrets » a pour cela été à plusieurs reprises cité. Il s'agirait en effet ainsi à participer à la formation d'un nouveau profil de décideurs.

Toutes ces expériences ont naturellement suscité un débat axé surtout autour de l'une des recommandations les plus récurrentes et qui concerne le défaut ou la trop faible production (et mise à disposition) des connaissances scientifiques publiées spécifiques au continent. Les auteurs du SREX ont regretté que les productions scientifiques de sur l'Afrique et par les africains, à prendre en compte dans les rapports spéciaux du GIEC, soient encore peu nombreuses. En réaction, certains participants ont par ailleurs tenu à souligner que la naissance de leurs organisations était pourtant en soi la preuve d'une connaissance et d'une expertise avérée des chercheurs africains par rapport aux changements climatiques, qu'il serait important de prendre en considération. Dans la même veine, la question de la gestion des connaissances a été soulevée. Les intervenants arguant qu'elle devrait être mieux valorisée afin d'éviter les doublons et ainsi permettre plus de synergies d'action. Un état des lieux des connaissances déjà acquises doit être fait pour la valorisation et une plus large diffusion de l'existant.

La nécessité d'améliorer les systèmes de prévision afin de rendre plus fiable et plus crédible l'information a été également indexée, et ce surtout lorsque l'on sait que les modèles de prévisions ne parviennent toujours pas à convaincre les décideurs.

Une discussion sur les processus de communication a abouti à la recommandation suivante qui concerne l'amélioration des discours entre chercheurs, décideurs et usagers et ce afin de faciliter la compréhension entre ces parties prenantes et éviter un cloisonnement entre politiques, chercheurs et communautés de base.

Sur la question du transfert des risques, les participants ont déploré qu'il soit encore trop peu considéré par les décideurs. Toutefois, le partage des risques a reçu plus de considération de la part des décideurs sénégalais depuis le stress thermique subi par le cheptel et les éleveurs et qui, aujourd'hui encore, a des répercussions économiques fâcheuses pour l'ensemble du pays.

Cette question du partage des risques a soulevé une autre préoccupation liée à la question du financement qui devra être mieux adressée. Même si la mise en commun de fonds climatiques et de l'aide au développement classique ne semble pas convenir à la majorité des acteurs, certains avis ont tenu à souligner le fait que compte tenu des crises économiques et financières de ces dernières années que connaissent la plupart des pays, la nécessité de trouver des moyens de levée des fonds pour gagner en autonomie et développer des agendas de recherches plus adaptés aux réalités du continent doit devenir une priorité.

Panel scientifique

Tenu en toute fin de journée 1, ce panel était revenu sur plusieurs préoccupations introduites dans les deux panels précédents et notamment par rapport:

- à la production de données scientifiques sur l'Afrique;
- à la nécessité de constituer une masse critique d'individus capables de transformer les mentalités et d'impulser des actions allant dans le sens de confirmer la voie du développement durable.

D'où, entre autres, le rappel de l'importance de faire le choix d'options « sans regrets » aux effets durables autant pour les populations que pour les infrastructures.

Le renforcement des capacités des individus et des institutions pour favoriser la production des connaissances plus spécifique sur l'Afrique et par les africains a semblé souhaitable. La création d'« incentives » pour booster cette production de données pourrait ainsi se faire à travers:

- la collecte de plus de données d'observations;
- plus d'analyses de ces données pour une amélioration des prévisions;
- plus de publications scientifiques.

En outre, le travail collaboratif et la création de réseau de partages doit devenir une priorité pour une gestion des connaissances et une valorisation des résultats plus élargies.

Le *mainstreaming* du genre a enfin été abordé de même que l'importance de développer plus de partenariats stratégiques entre Public et Privé.

Au-delà de toutes ces questions liées au genre, au partage de risques, à la planification institutionnelle, le SREX semble être un rapport qui aide à dessiner de nouveaux profils de décideurs dorénavant plus conscients que les incertitudes liées aux risques climatiques ne doivent pas freiner les initiatives. Nous pensons que ce rapport invite en effet à la prise de décisions plus axée sur « l'anticipation et la diversification ».

Les recettes sont variées, à chaque décideurs de trouver la, les siennes(s).

Le présent document est la résultante d'un projet financé par le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni et par la Direction générale pour la coopération internationale (DGIS) des Pays-Bas, au profit des pays en développement. Néanmoins, les opinions qui y sont exprimées et les informations y figurant ne proviennent pas nécessairement celles du DFID ou de la DGIS, ou ne sont pas obligatoirement approuvées par ces entités, lesquelles déclinent toute responsabilité en ce qui concerne ces opinions, ces informations ou toute fiabilité qui pourrait leur être accordée.

La présente publication a été élaborée à titre indicatif uniquement sur des sujets d'intérêt, et ne constitue pas un avis professionnel. Nul ne devrait agir sur la foi des informations figurant dans cette publication sans avoir obtenu un avis professionnel spécifique. Aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, n'est donnée quant à l'exactitude ou l'exhaustivité des informations figurant dans cette publication, et, dans la mesure permise par la loi, les entités gérant l'exécution du projet Alliance pour le Climat et le Développement et ENDA n'acceptent ni n'assument aucune responsabilité ou devoir de diligence pour les conséquences de vos actes ou des actes de toute autre personne, ou de l'absence d'action, résultant des informations contenues dans cette publication, et pour les conséquences de toutes décisions prises sur la foi de ces informations.*

The opinions expressed here are the responsibility of the author[s] and should not be seen as representing the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), other organisations involved in this initiative or its funders.